

SHORT NEWS

Neue Banken

(lm) - Das Podiumsgespräch „Neue Banken braucht das Land!“ ist nicht etwa von „Luxembourg for Finance“ oder der Bankenvereinigung ABBL organisiert. Sondern von der Initiative für alternative Finanz Etika, die unter anderem Christian Felber eingeladen hat. Der Theoretiker der Gemeinwohlökonomie (woxx 1294) wird am 7. Juni mit Amandine Albizatti und Dirk Coeckelbergh über die Chancen für ein sozial und ökologisch verantwortliches Banking diskutieren. Alle drei sind derzeit an der Gründung genossenschaftlicher Banken beteiligt - Bank für Gemeinwohl in Österreich, La Nef in Frankreich, NewB in Belgien. Die Veranstaltung findet ab 18h30 in der BCEE, 16, rue Zitha, Luxemburg-Stadt statt. Tags darauf können InteressentInnen an einem Workshop mit Felber teilnehmen, bei dem es um die Gemeinwohlökonomie im Allgemeinen geht - am gleichen Ort, am 8. Juni von 9h45 bis 12h. Details und kostenlose Anmeldung (bis zum 3. Juni) unter: etika.lu/Neue-Banken-braucht-das-Land-7-Juni-2016

Précision concernant le Conseil de publicité et Poll Fabaire

(rg) - Dans notre éditorial du 12 mai, nous avons indiqué que les Domaines Vinsmoselle (DV), propriétaires de la marque Poll Fabaire, seraient membres du conseil d'administration du Conseil de publicité (CdP). Effectivement, un représentant des DV avait intégré cet organe en juillet 2014. Lorsqu'il a quitté ses fonctions chez les DV, en novembre 2014, il a cependant gardé son mandat au sein du CA du CdP. Jusqu'à la clôture de rédaction de notre article, il figurait d'ailleurs toujours comme représentant des DV sur le site du CdP. Cette erreur vient d'être corrigée. Il y a donc lieu de préciser que Poll Fabaire n'est plus directement représenté dans le CA du CdP. Par contre, les DV sont toujours membre du CdP et souscrivent par là au code de déontologie publié sur son site.

Presserat erneuert sich zweimal

(rg) - Dieses Jahr konstituierte der Presserat sich gleich zweimal. In einer ersten Sitzung im April konnte keine Einigung darüber erzielt werden, mit welchen Kriterien neue Mitglieder in das Gremium aufgenommen werden sollen. Das Problem besteht allerdings nur auf der Herausgeberseite des paritätisch besetzten Organs, das neben der Vergabe des geschützten Titels Berufsjournalist auch für die Selbstkontrolle der Presse zuständig ist. Damit der Presserat sich nicht zu sehr aufbläht und unregierbar wird, wurde vor Jahren die Zahl auf der Herausgeberseite auf 15 begrenzt. Dieses Jahr lagen allerdings vier neue Anträge vor, sodass in einer ersten konstituierenden Sitzung vorgezogen wurde, keine neuen Mitglieder aufzunehmen und dem neu designierten Präsidenten Paul Peckels die Aufgabe übertragen wurde eine Lösung zu finden. Vergangene Woche war es soweit: Um Mitglied des Presserates zu werden, muss ein Medium, oder genauer der Herausgeber, mindestens fünf vom Presserat anerkannte JournalistInnen beschäftigen. Da andererseits die großen Medienhäuser Saint-Paul, Editpress und CLT nur mehr zwei Delegierte entsenden, konnte so der Weg frei gemacht werden für „Maison Moderne“, dem Herausgeber u.a. des Paperjam und der gleichnamigen Online-Zeitung. Nicht aufgenommen wurde Radio Ara. In Sachen Pressehilfe, bei der ebenfalls die Zahl der Pressekarten als Einstiegs-kriterium gilt, sollen am kommenden Montag neue Vorschläge des Premierministers mit den betroffenen Herausgebern diskutiert werden. Wie die woxx berichtete (woxx 1370) sollen online-Medien, die mindestens fünf JournalistInnen beschäftigen, ebenfalls eine staatliche Unterstützung erhalten. Ob das die Medienvielfalt vergrößern wird, darf bezweifelt werden: Kleinere Häuser, die gerade mal auf fünf MitarbeiterInnen für ihre Druckausgabe zurückgreifen, dürften sich schwer tun auch im Online-Geschäft mitzumischen.

AKTUELL

JUSTICE FISCALE

D'un ruling à l'autre

Luc Caregari



PHOTO : © MINISTÈRE DES FINANCES

Ça n'a pas forcément fait la une de tous les journaux, mais le fait que la Commission européenne demande des comptes au Luxembourg sur le cas Amazon démontre que la tempête déclenchée par les Luxleaks est loin d'être passée.

« La Commission estime, à titre préliminaire, que la décision fiscale anticipative du Luxembourg du 5 novembre 2003 en faveur d'Amazon constitue une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. Elle a également des doutes, à ce stade, quant à la compatibilité de cette décision avec le marché intérieur », telle est la conclusion de la lettre envoyée fin 2014 à Jean Asselborn, qui est aussi responsable du marché extérieur. Que la Commission européenne doive passer par les règles pénalisant les aides d'État pour pouvoir toucher au système des rulings démontre aussi sa faiblesse, voire l'incapacité européenne à quitter le système de la concurrence fiscale et à réguler la fiscalité entre ses États membres.

Pourtant, cette procédure est en train de porter ses fruits, puisqu'en automne la Commission pourrait ordonner à l'Administration des contributions directes luxembourgeoise de récupérer la somme de 400 millions d'euros de la multinationale Amazon. Une aubaine qui pourrait coûter cher, car elle ébranle le modèle luxembourgeois en matière de fiscalité des grandes entreprises.

Si on place cela dans le cadre du sommet Ecofin de cette semaine, le tableau se noircit davantage. Sous la présidence néerlandaise, les ministres des Finances des 28 pays ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur

une directive pourtant ambitieuse présentée par le commissaire Pierre Moscovici sur l'évitement fiscal. Si le Luxembourg est loin d'être le seul pays à bloquer la voie, le fait que Pierre Gramegna ait été sceptique envers des règlements qui dépasseraient le cadre de l'initiative BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE ne cadre pas très bien avec la communication gouvernementale. Une communication qui tient surtout à présenter le Luxembourg comme élève modèle européen, qui appliquerait avec zèle toutes les réglementations et serait partant pour l'établissement d'une justice fiscale plus large.

Pas sortis de l'auberge

Que le ton entre les différents pays monte peut aussi se voir dans l'affaire des « rulings verbaux » luxembourgeois, dont un journal belge s'est fait l'écho cette semaine. Ceux-ci seraient des accords entre l'Administration des contributions directes et les multinationales qui se feraient uniquement par voie orale - la parole du fonctionnaire garantissant donc le montage fiscal. L'avantage d'une telle pratique est évident : ces rulings ne pourraient pas faire l'objet de fuites, et la confidentialité serait par conséquent absolue.

Certes, le ministère des Finances a promptement démenti l'existence de ces pratiques, avec l'argument que de tels « rulings verbaux » ne feraient aucun sens, le fonctionnaire pouvant à n'importe quel moment changer d'avis. Pourtant, il sera difficile de démontrer cette non-existence. En l'absence de preuves, on peut juste en retenir que c'était un essai de mise sous pression du grand-duché.